

L'ÉMIGRATION PORTUGAISE QUALIFIÉE DANS LE CONTEXTE EUROPÉEN

Par RUI MACHADO GOMES, Centre d'études sociales, université de Coimbra, JOÃO TEIXEIRA LOPES, Faculté de lettres, université do Porto, LUÍSA CERDEIRA, Institut de l'éducation, université de Lisbonne, HENRIQUE VAZ, Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation, université de Porto, RAFAELA GANGA, Institut de sociologie, université de Porto, JOSÉ PEDRO SILVA, boursier, université de Porto, SÍLVIA SILVA, boursière, université de Porto, PAULO PEIXOTO, Centre d'études sociales, université de Coimbra, MARIA DE LOURDES MACHADO, Centre d'investigation des politiques de l'enseignement supérieur, RUI BRITES, Institut supérieur d'économie et de gestion, université de Lisbonne, TOMÁS PATROCÍNIO, Institut de l'éducation, université de Lisbonne, et BELMIRO CABRITO, Institut de l'éducation, université de Lisbonne.
Traduction du portugais vers le français de CLAIRE BRISSON

Devant le renouvellement de l'émigration portugaise en Europe, une enquête réalisée en 2014 fait le point sur les représentations que les migrants portent sur leur propre parcours. La distinction de différents facteurs de répulsion pour leur pays d'origine et d'attraction pour le pays de destination permet d'esquisser les nouveaux visages des migrants portugais, plus qualifiés que leurs prédécesseurs, très informés sur les perspectives professionnelles de mobilité. Envisageant leur départ davantage comme une expérience de vie qu'une situation d'émigration, ils contribuent à redéfinir les contours transnationaux de l'Europe contemporaine.

Les flux migratoires récents depuis le Portugal vers d'autres pays européens, résultant en partie d'une crise économique qui touche l'ensemble du territoire européen (mais davantage encore les pays d'Europe du Sud), présentent des caractéristiques nouvelles par rapport aux flux migratoires antérieurs de citoyens portugais, notamment parce qu'ils reflètent une augmentation importante du niveau de qualifi-

cation de cette population. La mobilité sociale ascendante, autrefois promise par l'augmentation des qualifications académiques dans le pays d'origine, ne semble plus être une garantie pour un nombre croissant de candidats à l'émigration. Cette dernière apparaît par conséquent comme une solution vitale pour assurer une mobilité sociale. Selon les données de l'Observatoire de l'émigration portugais¹ en 2014,

l'émigration des Portugais qualifiés a augmenté de près de 90 % entre 2000 et 2010. La part de cette catégorie parmi l'ensemble des émigrés est passée de 6 % à 10 % sur la même période. Cette émigration a concerné environ 60 000 personnes entre 2011 et 2014.

Dans une enquête par questionnaires, réalisée au cours de l'année 2014 (Projet Bradramo)², les migrants portugais révèlent une prédominance des facteurs de répulsion quand ils se prononcent sur la position socio-économique, sur la situation macro-économique du pays et les politiques gouvernementales, tandis que les caractéristiques du système éducatif et académique, du système professionnel et de la mobilité tendent à être définies principalement comme des facteurs d'attraction. Interrogés sur l'émigration de Portugais hautement qualifiés, les enquêtés formulent une vive critique et une condamnation des orientations politiques prises par le gouvernement ces dernières années, qui correspondent à une période de contraction économique associée à un plan d'austérité imposé par des institutions financières extérieures. D'autre part, la non-reconnaissance des compétences académiques et professionnelles dans la construction des carrières et des objectifs de vie dans le pays d'origine – au moins dans un avenir proche – fait de l'émigration une option vitale.

Les flux intra-européens de personnes très qualifiées sont très dissymétriques entre les pays du Nord et ceux du Sud et de l'Est. Dans ces derniers le solde migratoire est négatif et l'émigration vers les pays du Nord s'est accrue avec la crise économique, allant de pair avec une tendance à la migration permanente ou de long terme³.

L'émigration transitoire apparaît comme généralement faible, tout comme les réseaux diasporiques formels et informels. Par ailleurs, la mobilité « latente » semble jouer un rôle dans les départs : l'expérience de mobilité étudiante encourage la mobilité professionnelle. Cette prédisposition

latente au départ s'observe même chez ceux qui n'émigrent pas immédiatement après leur mobilité étudiante. Dans le contexte global d'économie de la connaissance, les économies dominantes renforcent leurs positions en attirant les migrants très qualifiés. Une étude sur les Portugais (Gomes *et al.*, 2015a)⁴ montre ainsi que l'attractivité des pays européens dominants dans la recherche, l'industrie et les services s'est traduit par des flux unilatéraux de compétences et de connaissances depuis le Portugal vers le Royaume-Uni et l'Allemagne notamment.

Une fois intégrés dans les universités et les entreprises d'un pays, les professionnels étrangers paraissent consacrer tout leur travail et leur attention à leur environnement d'accueil, réduisant fortement les réseaux et projets collaboratifs avec leurs collègues et institutions du pays d'origine.

L'émigration des professionnels très qualifiés depuis les pays moins développés vers les pays les plus développés a été longtemps décrite en termes de *brain drain* avec les effets suivants dans les pays émetteurs : moindre nombre de personnes qualifiées dans la recherche, la production et les services ; moindre efficacité de l'investissement dans l'éducation ; diminution des possibilités de surmonter une crise financière ; création de conditions favorable à leur ré-emploi dans les pays les plus développés.



Facteurs d'attraction et de répulsion

La compréhension du phénomène migratoire suppose de saisir les facteurs principaux qui le motivent : ceux extérieurs au sujet, mais aussi ceux inhérents aux valeurs privilégiées par les individus et qui ne sont pas satisfaites dans leur pays d'origine. L'analyse des motivations à l'origine du mouvement migratoire est basée sur les réponses données par les répondants à un ensemble de para-

2. Bradramo – Brain Drain and Academic Mobility from Portugal to Europe. Projet financé par la Fondation pour la science et la technologie (FCT) et COMPETE, PTDC/IVC-PEC/5040/2012. URL : www.bradramo.pt. Pour plus d'informations, voir Rui Gomes (dir.), *Fuga de cérebros. Retratos da emigração portuguesa qualificada*, Lisbonne, Bertrand Editora, 2015 ; Rui Gomes (dir.), *Entre a periferia e o centro. Percursos de emigrantes portugueses qualificados*, Coimbra, Imprensa da Universidade de Coimbra, 2015. 3. *Ibid.* 4. *Ibid.*

mètres selon la théorie des facteurs *push and pull*⁵, laquelle détermine la prépondérance des facteurs d'attraction (pour le pays de destination) ou de répulsion (envers le pays d'origine) dans la décision d'émigrer, mettant ainsi en évidence les causes qui sont à l'origine des mouvements migratoires. Nous la nommerons ici « modèle 2PAP », en référence aux facteurs *push/antipush* et *pull/antipull*.

La collecte des données a été organisée à partir de ce modèle en fonction de cinq paramètres : la position socio-économique, la situation macro-économique du pays et les politiques gouvernementales, le système éducatif et universitaire, le système professionnel et la mobilité. 6 réponses possibles ont été considérées, sur une échelle allant de « je suis en complet désaccord » à « je suis totalement d'accord », et admettant l'option « je ne suis pas concerné(e) ». Chacun des paramètres comporte 8 propositions, à l'exception de la dernière, la mobilité, qui en compte 11, soit un total de 43 propositions. Sont considérées les propositions pour lesquelles les réponses sont les plus tranchées (en termes d'accord ou de désaccord avec l'énoncé proposé), puis en agrégeant les catégories de désaccord et d'accord, et en analysant leur contribution à une interprétation de la pertinence des facteurs considérés (*push/antipush*, *pull/antipull*) dans la compréhension des formes identitaires dominantes.

Les différents paramètres présentent des tendances, tantôt dans le sens d'un poids prépondérant des facteurs de répulsion du pays d'origine, tantôt dans celui du poids prépondérant des facteurs d'attraction du pays d'accueil. L'analyse de ces tendances permet, d'une part, de mieux appréhender les projets des jeunes en matière de mobilité en dissociant la prévalence de ces facteurs en fonction des paramètres analysés. Elle engage, d'autre part, à s'interroger sur l'existence d'une identité européenne, laquelle en fin de compte serait favorisée par ces mouvements migratoires renouvelés en termes de mobilité.



Le rôle du facteur culturel dans le parcours migratoire

En ce qui concerne l'analyse des questions de mobilité à partir d'un ensemble de paramètres relatifs à la culture, aux discriminations, au genre, à l'identité et à l'intégration, la prévalence des facteurs *push/pull* est moins accentuée. Ainsi, on peut considérer que le facteur *push* relatif à la mobilité ne se réfère pas seulement au Portugal. Comme vu dans la figure 4, les opinions se divisent sur la question des perspectives futures, entre « demeurer dans le pays dans lequel je suis » ou « aller travailler/vivre dans un autre pays européen ». L'idée de mobilité peut alors signifier une distanciation du pays d'origine, mais elle ne signifie pas pour autant nécessairement son rejet.

Le facteur *push* relatif à la valorisation d'expériences dans d'autres contextes culturels doit être pour sa part souligné, dans la mesure où nombre de trajectoires migratoires élisent les capitales ou les grandes villes européennes, dans lesquelles l'offre culturelle peut être significative par rapport à la ville d'origine de l'individu. Une autre affirmation au sujet des questions culturelles (qui apparaît ici comme facteur *antipull*) souligne de façon non équivoque le maintien vivace de la culture d'origine dans l'imaginaire des individus.

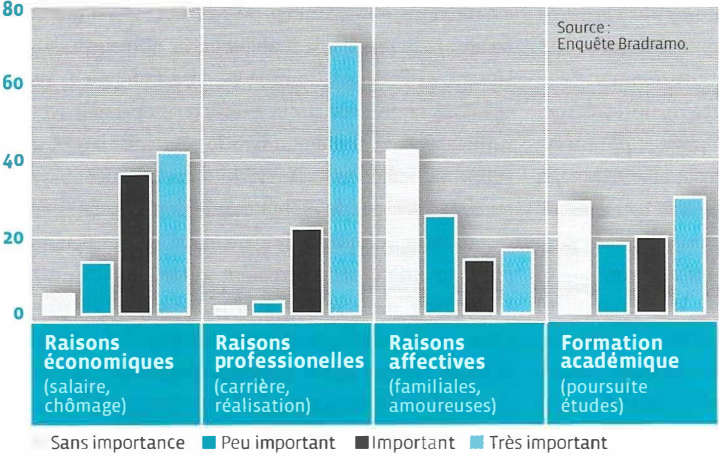
Ces éléments permettent de comprendre la réponse ambiguë quant à l'importance de la facilité d'intégration dans le choix du pays de destination, entendue comme facteur *pull*. La réponse semble mettre en évidence que cet élément n'a pas joué un rôle déterminant dans le choix d'un pays d'accueil, contrairement (et en accord avec la figure 1) aux opportunités professionnelles. Mais elle peut aussi signifier que la question de l'intégration n'est pas foncièrement significative – ni perçue comme une difficulté – et, dans cette perspective, renforcer l'idée d'une identité européenne⁶. Cette inter-

5. Russell King, « Theories and typologies of migration: an overview and a primer », in *Willy Brandt Series of Working Papers*, vol. 3, n° 2, 2012. 6. Dans une étude récente sur les destinations privilégiées pour travailler à l'étranger, les répondants privilégient les pays de l'Union Européenne, qui se distinguent fortement des autres, (avec un pourcentage moyen pour tous les groupes d'âge de 72,4 %, qui monte à 81,2 % pour la tranche d'âge 25-34 ans). Voir Marina Lobo, Vítor Ferreira, Jussara Rowland, *Emprego, mobilidade, política e lazer: situações e atitudes dos jovens portugueses numa perspetiva comparada*, Lisbonne, Instituto de Ciências Sociais da Universidade de Lisboa, 2015.

Caractéristiques de l'étude et facteurs de l'émigration

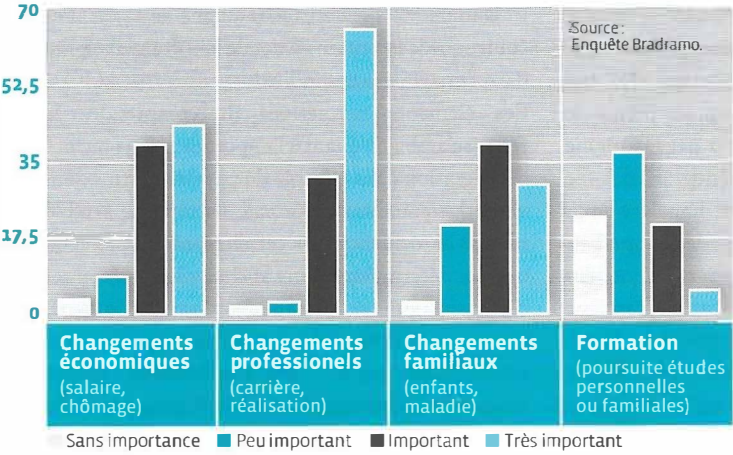
L'enquête par questionnaires a été administrée par voie électronique à 1 011 individus (54 % de femmes et 46 % d'hommes). La population enquêtée est presque exclusivement de nationalité portugaise (97,9 %) et se situe majoritairement dans la tranche d'âge des 26-39 ans (84,6 %). Si l'on s'intéresse au pays actuel de résidence – rappelons que l'enquête a seulement été effectuée auprès de Portugais émigrés dans des pays européens –, le Royaume-Uni (26,7 %), l'Allemagne (9,6 %) et la France (8,9 %) sont les pays les plus représentés (14,4 % des répondants se trouvaient provisoirement au Portugal au moment de l'administration du questionnaire). De manière évidente c'est le travail qui apparaît comme le facteur prépondérant dans la décision d'émigrer (figure 1).

Figure 1 : Importance des facteurs dans la décision d'émigrer (en %)



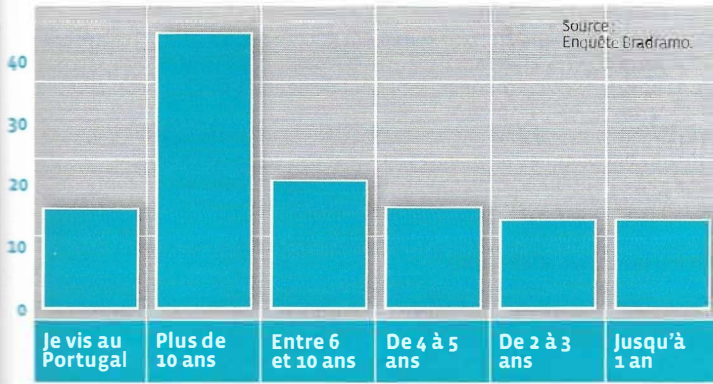
Les motivations liées à la profession, dans une perspective de carrière ou de réalisation professionnelle, couplées aux motivations économiques, se détachent clairement et prévalent dans la décision d'émigrer. Le poids de cette conjonction de facteurs doit impérativement être lu au regard de la situation de crise que connaît le Portugal, et dont les effets sont devenus plus visibles à partir de 2011. Ces données semblent, par ailleurs, confortées par la lecture de la figure 2, qui présente les changements qui pourraient advenir dans le pays d'origine et qui motiveraient alors peut-être un retour.

Figure 2 : Importance des évolutions au Portugal dans la détermination d'un éventuel retour (en %)



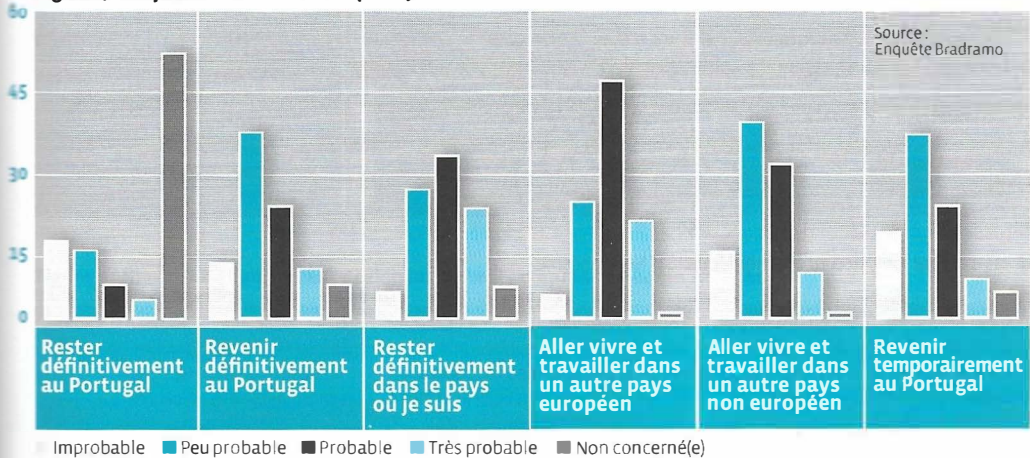
La figure confirme la prévalence des transformations de la situation professionnelle et du contexte économique parmi les facteurs d'incitation au retour dans le pays d'origine. Si cette hypothèse peut être admise, elle ne semble toutefois pas faire partie des scénarios à court terme envisagés par la majorité des répondants, comme l'illustre bien la figure 3.

Figure 3 : Temps de séjour estimé hors du Portugal (en %)



54,4 % de la population enquêtée estime ainsi ne pas revenir avant au moins 6 ans, ce qui laisse transparaître, d'une part, le faible espoir de transformations à court terme dans le pays d'origine, d'autre part, un établissement prévisible à caractère définitif dans un pays où l'individu rencontre les conditions de vie souhaitées. C'est ainsi ce qui ressort de l'analyse de la figure 4.

Figure 4 : Projections dans le futur (en %)



Les réponses les plus affirmatives sont rarement données (le « très probable » n'est jamais la proposition la plus retenue), ce qui peut traduire une prudence de la part de personnes aux parcours instables et incertains. Mais on peut souligner le poids de la modalité « aller travailler/vivre dans un autre pays européen » comme une option « probable ». Cela révèle à la fois l'instabilité du parcours migratoire et le fait que l'espace européen constitue la destination privilégiée de l'émigration. Cela pourrait être le signe que l'espace européen, plus que d'autres, peut faire l'objet d'une identification sur le plan territorial comme sur le plan culturel.

Si 88 % de la population enquêtée a quitté le Portugal entre 2006 et 2014, le départ de 63 % des répondants s'effectue entre 2011 et 2014, période durant laquelle se sont très fortement fait sentir les effets de la crise économique et financière au Portugal. Les départs se sont particulièrement accélérés de 2010 à 2011 (ils ont presque doublé), puis ont continué à progresser significativement dans les années qui ont suivi. On retiendra également l'importance des mobilités précédentes d'une durée supérieure ou égale à six mois hors du Portugal, ce que confirment 43 % des répondants, à savoir une importante population ayant déjà

fait l'expérience d'une mobilité internationale.

D'un autre côté, 23,8 % des enquêtés ont affirmé être déjà revenus au Portugal pour une durée supérieure à six mois consécutifs. Ceci confirme le caractère souvent transitoire de la présence au Portugal pour les répondants qui y étaient au moment du questionnaire. Toutefois, bien que 64,2 % des enquêtés affirment voyager au Portugal à intervalles réguliers, voire très réguliers, ils sont 76,2 % à prétendre ne pas être retournés au Portugal pendant au moins six mois consécutifs après leur sortie du pays, ce qui suggère une certaine stabilité de la fixation hors du pays d'origine.

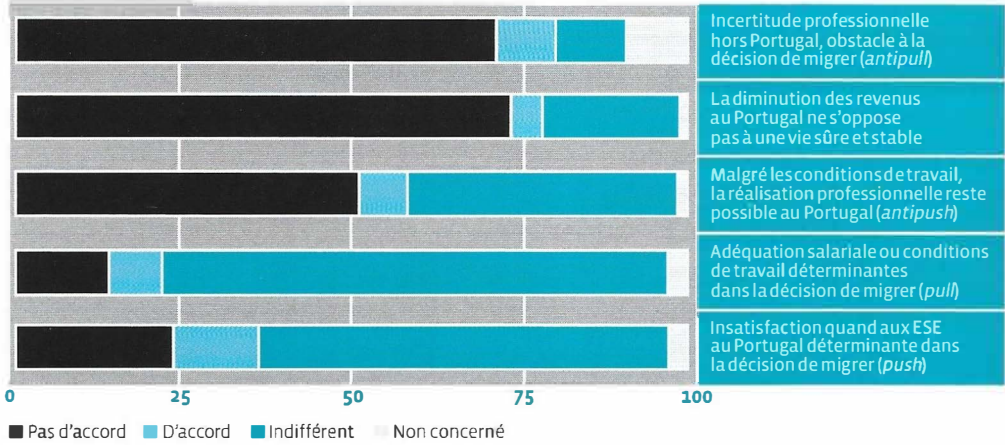
La prévalence des facteurs de répulsion dans le pays d'origine

Le Portugal est frappé par la crise économique et financière, plus durement encore depuis 2011, et cette situation amène à être considérée sous l'angle de ses effets sur l'apparente « déferlante » migratoire. D'autre part, la perception par un individu de sa position socio-économique permet de définir un avant et un après la migration.

Ce statut met en évidence certains des processus fondamentaux à l'œuvre dans la migration elle-même. La prévalence des facteurs *push* pour deux des paramètres analysés ici – le statut socio-économique, et le statut macro-économique du pays et les politiques gouvernementales – suggère que c'est ce contexte qui est à la base de la décision d'émigrer.

Figure 5 : Statut socio-économique selon le modèle 2PAP (en %)

Source : Enquête Bradramo



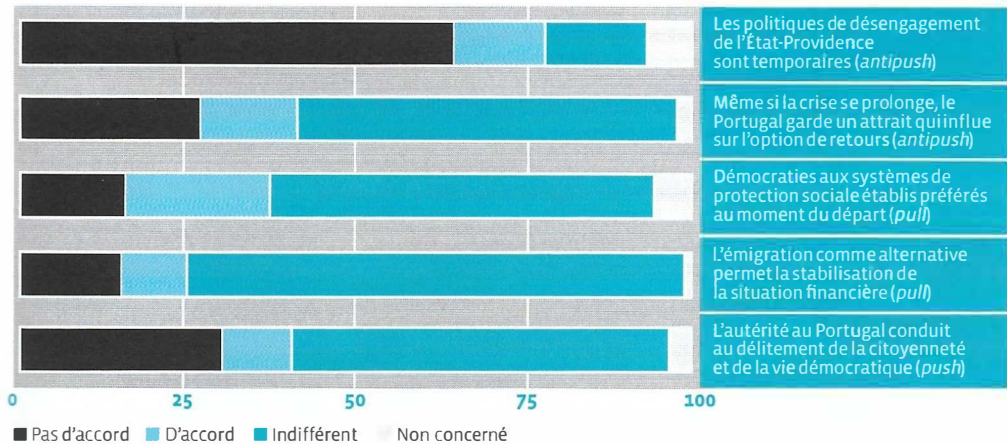
D'après la figure 5, relative au statut socio-économique, les deux facteurs *antipush* ne sont pas confirmés en termes d'accord de la part des enquêtés. Cela peut donc inversement en faire des facteurs à tendance *push*. Les facteurs *pull* et *antipull* paraissent confirmer les tendances déjà soulignées par les facteurs *push* et *antipush* : d'une part, rien ne permet d'affirmer que l'incertitude concernant l'épanouissement professionnel dans le pays d'accueil

constitue un obstacle à l'émigration (confirmant de fait le facteur *antipush* relatif à l'épanouissement professionnel au Portugal) et, d'autre part, l'adéquation salariale et/ou les conditions de travail dans le pays de destination, qui sont décisives dans la décision d'émigrer, confirment la tendance au départ du pays d'origine. Au final, les facteurs *pull* et *antipull* soulignent que les conditions absentes dans le pays d'origine (et disponibles ailleurs) amènent

à le quitter. Si l'on prend également en compte le fait que, au moment du départ, environ 64 % des répondants sont employés (dont 10,1 % de façon occasionnelle), l'émigration semble davantage déterminée par les conditions existantes (et par la perception de la difficulté de les voir s'améliorer dans le pays d'origine) que par celles susceptibles d'être rencontrées dans le pays de destination (facteur *pull*).

Figure 6 : Statut macro-économique du pays et politiques gouvernementales selon le modèle 2PAP (en %)

Source : Enquête Bradramo.



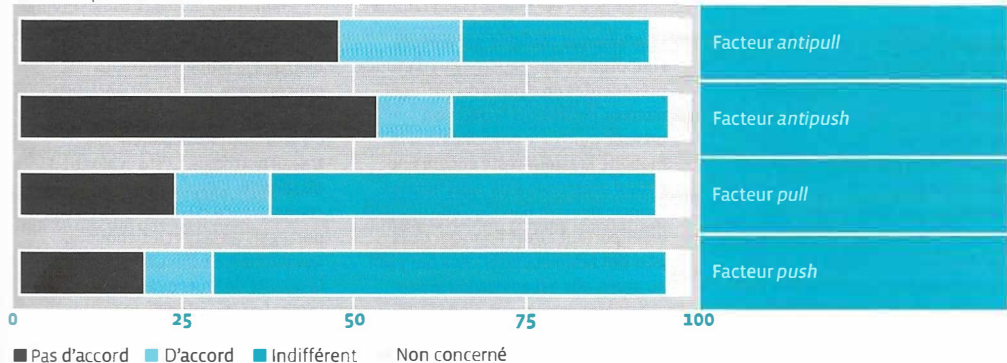
D'après la figure 6, ce sont le facteur *push* relatif au départ en raison de la crise économique et le facteur *antipush* relatif au caractère temporaire des politiques de désengagement de l'État-providence (dont la transformation n'est pas

perçue par les répondants, ce en dépit de l'amélioration de la situation globale) qui déterminent en grande partie les variations de ce paramètre. D'autre part, les facteurs *pull* ici soulignés viennent confirmer, au même titre que

la figure précédente, que l'émigration est davantage valorisée en ce qu'elle offre la possibilité d'une amélioration (de l'employabilité, des perspectives de carrière) que parce qu'elle créerait, à proprement parler, une situation nouvelle.

Figure 7 : Niveaux de concordance selon les facteurs d'après le modèle 2PAP (en %)

Source : Enquête Bradramo.



D'après les valeurs moyennes des différents paramètres travaillés selon le facteur privilégié, nous pouvons observer une prédominance du facteur *push* (environ 65 % de concordance contre 57 % dans les facteurs *pull*), ce qui se vérifie par

la comparaison entre les facteurs *antipush* (environ 53,4 %) et ceux *antipull* (environ 47,6 %), ces deux derniers étant caractérisés par une discordance plus forte. Par conséquent, ce sont les facteurs *push/antipush* qui sont déterminants

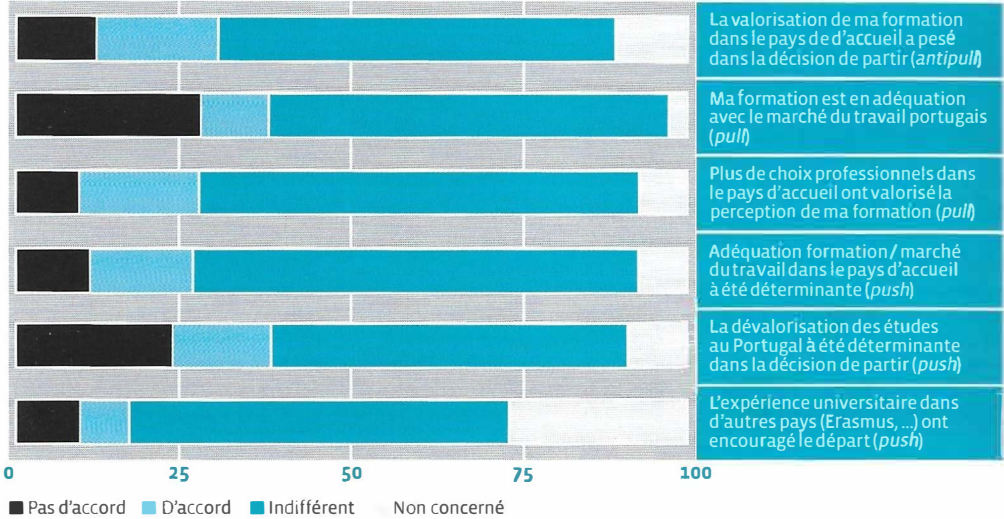
dans le contexte migratoire, révélant, au moins implicitement, un désaccord avec les orientations, à la fois en termes d'indicateurs socio-politiques et en termes d'indicateurs économiques, dans le pays d'origine.

La prévalence des facteurs d'attraction du pays de destination

Dans l'approche du parcours migratoire, nous nous sommes focalisés sur les paramètres suivants : les systèmes éducatif/académique et professionnel des individus, ainsi que les questions relatives à leur mobilité (où il existe également un avant et un après la migration). La prédominance des facteurs *pull* pour ces trois paramètres suggère que les individus renoncent apparemment à un ensemble de prérogatives concédées dans un contexte national, privilégiant des facteurs existants dans les pays d'accueil et cherchant ainsi de nouvelles références et de nouvelles identités.

Figure 8 : Le système éducatif et académique d'après le modèle 2PAP (en %)

Source : Enquête Bradramo.



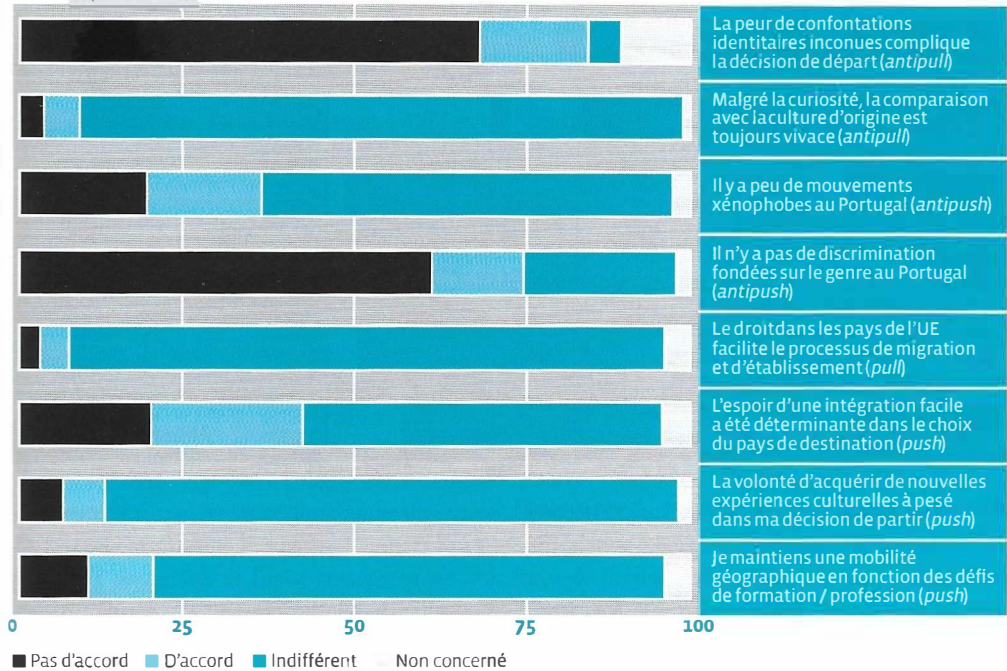
La figure 8 révèle une tendance à la valorisation des facteurs *pull* au détriment des facteurs *push*. Quand, à titre d'exemple, nous nous intéressons au domaine des études, nous voyons des positions plus partagées entre les répondants concernant le facteur *push* (sur l'idée de dévalorisation du domaine des études au Portugal) et un avis plus consensuel sur le facteur *pull* (sur l'idée d'une adéquation de la formation au marché du travail ou encore sur celle d'une meilleure valorisation du domaine des études).

Le graphique souligne par ailleurs l'importance des expériences d'études précédentes en dehors du Portugal (facteur *push*) dans la décision prise de quitter le pays. Même si la mobilité Erasmus reste encore une réalité accessible à un petit nombre (principalement parce qu'elle requiert un important effort financier de la part des familles), pour ceux qui y ont eu accès, elle est envisagée moins comme un privilège et davantage comme un droit. Un élément confirme en quelque sorte la tendance dominante des facteurs

pull : l'évaluation parfois dissonante, bien que la plupart du temps concordante, du facteur *antipush* sur la question de l'adéquation de la formation au marché du travail portugais. Cette évaluation dissonante s'explique par la connaissance du marché du travail portugais de la part les enquêtés. Ces derniers ne discutent pas tant la qualité de leurs qualifications que la (non) adéquation de ces qualifications aux conditions de travail qui leur sont offertes.

Figure 9 : Le système professionnel selon le modèle 2PAP (en %)

Source : Enquête Bradramo.



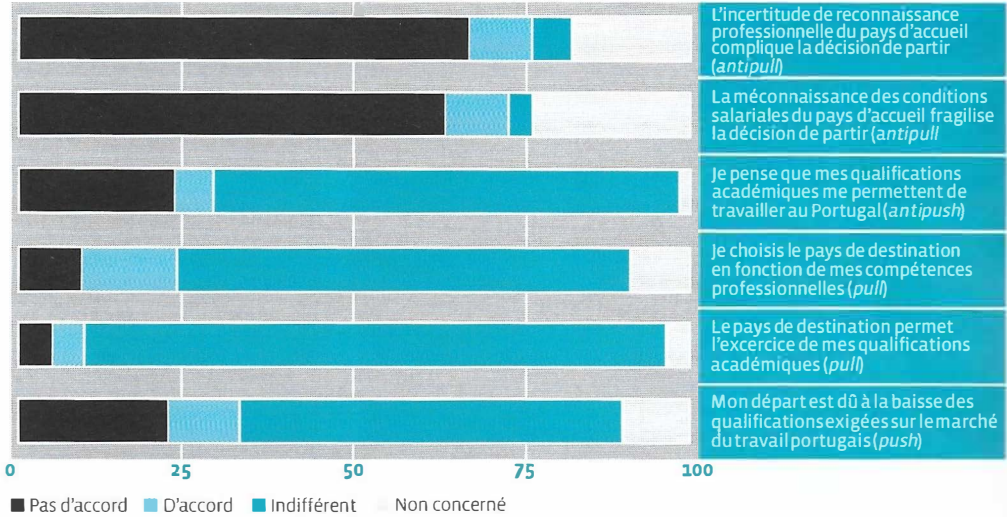
Le facteur *push* mis en évidence dans la figure 9 semble confirmer que l'adéquation de la formation au marché du travail ne signifie pas nécessairement sa reconnaissance à sa juste valeur. Le facteur *antipush* suggère l'hypothèse de cette possible reconnaissance au Portugal, mais ne la vérifie pas nécessairement (c'est une perception abstraite, qui ne discute pas les termes de cette reconnaissance). De leur

côté, les facteurs *pull* exprimés ici renforcent cette idée, qu'il s'agisse d'une recherche de qualifications ou de leur valorisation et de leur reconnaissance. Et il ne semble pas y avoir eu de problème de reconnaissance professionnelle ou encore de méconnaissance des conditions salariales dans le pays de destination qui auraient pu rendre difficile le départ, comme le montrent les facteurs *antipull*. Il est permis

de formuler l'hypothèse que la migration concerne surtout une population à haut niveau de qualification, relativement bien informée. Il n'est donc pas étonnant que, dans une autre partie de l'enquête, 85 % des personnes enquêtées aient admis que leur décision de quitter le Portugal était planifiée et que 75,6 % d'entre elles l'aient décidé de leur propre initiative.

Figure 10 : La mobilité selon le modèle 2PAP (en %)

Source : Enquête Bradramo.



prétation est également renforcée par la seconde proposition *pull* relative au statut de citoyen à part entière dans les autres pays de l'UE, à l'origine d'une intégration facilitée. Le sentiment éprouvé par une majorité d'enquêtés de vivre une expérience de mobilité (38,5 %), plus qu'une situation d'émigration (27,2 %), semble rompre avec une représentation typique d'espaces aux frontières nationales bien délimitées⁷.

Enfin, il importe de souligner également le facteur *antipull* relatif à la « confrontation aux expressions identitaires inconnues » qui aurait compliqué la décision de quitter le pays d'origine : la grande majorité des réponses expriment un désaccord par rapport à cette affirmation (ce qui convertit cette proposition en un facteur *pull*). On admet que ce facteur, bien qu'il ne soit pas nécessairement une incitation, ne se pose pas comme un obstacle au départ, sans pour autant constituer une perspective d'une grande pertinence dans les décisions des individus.

Conclusion

Pour mettre en relief l'intérêt des données analysées, il importe de questionner avant toute chose l'idée même de l'Europe, en ce qu'elle suggère le rapprochement des peuples mais aussi le partage d'identités, en admettant qu'il reste encore difficile de parler d'une identité européenne selon Estevão Martins : « On peut aussi se demander si la construction institutionnelle de l'Europe a été suffisante pour créer un espace public commun, un espace de production du pouvoir politique européen et un certain type de citoyenneté propre. Dans la mesure où il a fallu des siècles pour que puissent se former des espaces publics nationaux, dans lesquels les principes de la démocratie se sont ancrés et dans lesquels prévaut l'état de droit, il est difficile de concevoir – en dépit de tous les espoirs – que puisse être institué par décret et en quelques années, un espace public européen⁸. »

7. À ce sujet, 34,2 % des jeunes se considèrent avant tout comme des « citoyens du monde », ce qui peut signifier une valorisation, en termes identitaires, de la forme d'identité sociétaire telle que décrite par Claude Dubar, *A crise das identidades. A interpretação de uma mutação*, Porto, Edições Afrontamento, 2005.

Toujours selon Martins, l'idée de l'Europe, indépendamment de sa matérialisation difficile du point de vue de l'expérience, s'organise elle-même en interne et en externe, peut-être comme moyen d'atteindre un sentiment de cohésion : « *[L']unité européenne est un objectif stratégique pour surmonter ou coordonner les différences, qui s'articule comme une idéologie supra-ordonnée dans laquelle les caractéristiques historiques de l'Europe, telles que l'identité linguistique, religieuse, militaire ou économique, cèdent à un accord sur les frontières purement politique ad extra et d'inclusion économique ad intra.*⁹ »

Au regard des données précédemment analysées, il apparaît que les jeunes font preuve d'une grande ouverture vis-à-vis à l'espace européen. Ce dernier est davantage perçu comme une extension du territoire d'appartenance que comme un espace de l'étrangeté. Comme le suggère Reinhart Koselleck, « *la perspective de l'unité européenne est une construction en dépit de son histoire, dans laquelle l'Europe est [...] un collectif singulier où prévalent les singularités*¹⁰ ». La combinaison de cette attractivité de l'Europe (ou des pays européens), en termes de trajectoires, de mobilités et de référence au pays d'origine en fonction des contextes, semble suggérer des identités à la marge : celles-ci se fixent sur les marges (en particulier de la dimension économique *ad intra*), mais mettent en évidence un certain sentiment de sécurité (la dimension politique *ad extra* notamment). La compréhension des dimensions institutionnelles et normatives des facteurs *push* et *pull* implique de mener une analyse qualitative qui aille au-delà d'une lecture trop restrictive des politiques migratoires et intègre les tensions et les contradictions entre certains aspects du système de protection sociale (éducation supérieure, soutien à l'emploi) et la subjectivité des acteurs.

Certaines de ces tensions et contradictions ont été analysées en croisant les résultats de l'enquête et les données qualitatives de 52 portraits sociologiques¹¹. Les portraits sociologiques dressés dans

le cadre du Projet Bradramo permettent de donner de la chair à ces données. Ce travail postulait que les acteurs durant leurs parcours acquièrent un grand nombre de prédispositions souvent contrastées voire contradictoires, qui reflètent en un sens la complexité des sociétés contemporaines (en termes de différenciation institutionnelle) et le caractère multidimensionnel des projets et des contraintes associés aux migrations¹². Cette approche visait à comprendre comment les acteurs agencent tout au long de leur vie les dispositions favorables à l'émigration et quels sont, dans les situations de tension entre ces dispositions et les circonstances, les contextes qui stimulent leur aspiration à la mobilité.

Outre la diversité des expériences individuelles, ces enquêtes montrent d'intéressants résultats mettant en relation plusieurs éléments : la qualité reconvenue de l'enseignement supérieur au Portugal et sa capacité à être valorisée dans le pays de destination ; le manque de perspectives professionnelles pouvant limiter le souhait de rentrer dans le pays d'origine, combiné à une aspiration personnelle à un long séjour dans le pays de destination ; le refus de s'identifier à un émigré tout en adoptant des pratiques qui rendent illusoire la perspective d'un retour. La flexibilité spatiale conduit souvent les émigrés à un point où il n'est pas seulement question de changer d'emploi, de ville ou de pays, mais aussi d'accepter la vie mobile dans son ensemble. Aller et venir, être aujourd'hui dans sa ville natale et demain dans une ville étrangère représentent bien autre chose qu'un simple changement de lieux. Cela suppose en permanence de la médiation culturelle. Les notions d'appartenance et d'identité ne sont plus associées à un territoire précis ni à des processus locaux. L'idée d'une référence culturelle unique ne fait plus sens pour ceux qui ont une expérience personnelle et professionnelle translocale. La pluralité des cultures est facilement acceptée, mais la gestion de cette pluralité implique le plus souvent de multiples appartenances locales.

8. Estevão Martins, « Consciência histórica e construção de identidade. Elementos comparativos entre a experiência europeia e a latino-americana », in Maria Manuela Ribeiro (dir.), *Identidade europeia e multiculturalismo*, Coimbra, Quarteto Editora, 2002, p. 249. 9. *Ibid.*, p. 248. 10. Cité par Martins, *ibid.* 11. Rui Gomes (dir.), *Fuga de cérebros, op. cit.* ; *Entre a periferia e o centro, op. cit.* 12. Bernard Lahire, *Portraits sociologiques. Dispositions et variations individuelles*, Paris, Nathan, 2002.

Dans une période marquée par l'intensité des mobilités transnationales, les frontières s'analysent de manière paradoxale : elles sont plus perméables, plus fluides, et influencent particulièrement la construction des identités individuelles et collectives. Penser l'échelle globale consiste à penser les flux, et pourtant l'enracinement est l'un des aspects du concept large de globalisation. Parler du « droit aux racines » ne se réfère pas seulement aux globalismes mais bien aussi aux localismes et aux identités régionales et locales. L'approche théorique du projet Bradramo a consisté à saisir la fragmentation de trajectoires professionnelles associées à de fréquents changements de lieux et à les penser comme créant les conditions de subjectivités fragmentées. Il s'agit là d'une condition indis-

pensable pour comprendre les conditions complexes dans lesquelles s'articulent le travail et les relations sociales.

La question de la situation professionnelle comme clé des possibilités d'avenir ne paraît pas s'épuiser dans les questions économiques (facteur également valorisé, cependant moins que le premier), mais surtout dans le capital scolaire que l'individu sait posséder et cherche à valoriser, même si cela implique une migration. Pour cette raison, l'émigration réactualise les motivations passées – l'amélioration de la vie –, mais sous l'angle du capital scolaire : elles doivent permettre aux jeunes de saisir des opportunités d'emploi dans des secteurs recherchés du marché du travail, sur un pied d'égalité avec leurs pairs européens. ■